Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n° 352 516 du 3 septembre 2026
dans l'affaire X / III

En cause : 1. **X**
2. **X**
agissant en nom propre et en qualité de représentants légaux de
X
X
X
X

Ayant élu domicile : **au cabinet de Maître B. DHONDT**
Rotterdamstraat 53
2060 ANTWERPEN

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Ministre de l'Asile et de la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 19 novembre 2025, en leur nom personnel et au nom de leurs enfants mineurs, par X et X, qui se déclarent de nationalité afghane, tendant à l'annulation des décisions de refus de visa, prises le 24 mai 2024.

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « la loi du 15 décembre 1980 »).

Vu l'article 5.12, § 3, de la loi du 17 juin 2026 relative au Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après: le Conseil).

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 18 mai 2026 convoquant les parties à l'audience du 5 juin 2026.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me B. DHONDT, avocat, qui comparaît pour les parties requérantes, et Me N. AVCI *loco* Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

En date du 13 octobre 2023, les requérants ont introduit des demandes de visa long séjour (type D) auprès de l'ambassade de Belgique à Islamabad (Pakistan), lesquelles demandes ont fait l'objet de refus de visa pris par la partie défenderesse le 25 mai 2024.
Ces décisions, qui constituent les actes attaqués, sont motivées comme suit :

- S'agissant de la décision de refus de visa prise à l'encontre de [H.S.K.S.] :

« Avant de lancer la procédure ADN le document suivant doit être produit :
- L'attestation de célibat de la jeune fille [H.K.]
L'examen du document produit permettra à l'administration de se prononcer sur la nécessité de procéder à un test ADN pour établir le lien de filiation dans le cadre la (*sic*) procédure sécurisée mise en application avec le SPF "Affaires étrangères".
Le requérant ne peut se prévaloir des dispositions relatives à l'article 10, §1, al1, 7° de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

En date du 13.10.2023, une demande de visa de regroupement familial a été introduite par [H.S.K.S.], né le [xxx], de nationalité afghane, afin de rejoindre en Belgique son fils présumé, [H.S.A.S.], né le [xxx], réfugié d'origine afghane, ayant obtenu ce statut le 24.05.2023.
Considérant qu'à l'appui de cette demande, les documents suivants ont été produits : un tazkira électronique du requérant, un acte de naissance NSIA du requérant ainsi qu'un livret de mariage. Qu'aucun document n'a été légalisé dès lors leur authenticité n'est pas garantie.
Que le dossier ne contient aucune preuve du lien de filiation avec la personne à rejoindre. La filiation n'est donc pas prouvée.
Au vu de ces éléments la demande de visa est rejetée sous réserve d'un test ADN. En effet, la preuve du lien de filiation peut être établie par le biais d'un test ADN effectué dans le cadre de la procédure sécurisée mise en application avec le SPF " Affaires étrangères ".
Si les résultats du test s'avèrent positifs, ils constitueront une preuve de filiation à l'appui d'une nouvelle décision qui sera prise par l'Office des Etrangers ».

- S'agissant de la décision de refus de visa prise à l'encontre de [H.B.Z.] :

« Avant de lancer la procédure ADN le document suivant doit être produit :
- L'attestation de célibat de la jeune fille [H.K.]
L'examen du document produit permettra à l'administration de se prononcer sur la nécessité de procéder à un test ADN pour établir le lien de filiation dans le cadre la (*sic*) procédure sécurisée mise en application avec le SPF "Affaires étrangères"
La requérante ne peut se prévaloir des dispositions relatives à l'article 10, §1, al1, 7° de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.
En date du 13.10.2023, une demande de visa de regroupement familial a été introduite par [H.B.Z.], née le [xxx], de nationalité afghane, afin de rejoindre en Belgique son fils présumé, [H.S.A.S.], né le [xxx], réfugié d'origine afghane, ayant obtenu ce statut le 24.05.2023.
Considérant qu'à l'appui de cette demande, les documents suivants ont été produits : un tazkira électronique de la requérante, un acte de naissance NSIA de la requérante ainsi qu'un livret de mariage. Considérant qu'aucun document d'état civil n'a été produit afin de prouver le lien de filiation entre la requérante [H.B.Z.] et la personne à rejoindre en Belgique, [H.S.A.S.]. Considérant que de toute façon le Tazkira afghan ne mentionne jamais le nom de la mère biologique.
Au vu de ces éléments, la demande de visa est rejetée sous réserve d'un test ADN.
En effet, la preuve du lien de filiation peut être établie par le biais d'un test ADN effectué dans le cadre de la procédure sécurisée mise en application avec le SPF " Affaires étrangères ".
Si les résultats du test s'avèrent positifs, ils constitueront une preuve de filiation à l'appui d'une nouvelle décision qui sera prise par l'Office des Etrangers ».

- S'agissant de la décision de refus de visa prise à l'encontre de [H.K.], [H.H.], [H.S.S.] et [H.M.] :

« Avant de lancer la procédure ADN le document suivant doit être produit :
- L'attestation de célibat de la jeune fille [H.K.]
L'examen du document produit permettra à l'administration de se prononcer sur la nécessité de procéder à un test ADN pour établir le lien de filiation dans le cadre la (*sic*) procédure sécurisée mise en application avec le SPF "Affaires étrangères".
Les requérants ne peuvent se prévaloir des dispositions prévues aux articles 9 et 13 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.
En date du 13.10.2023, une demande de visa de regroupement familial a été introduite par [H.K.], née le [xxx], par [H.H.], née le [xxx], par [H.S.S.], né le [xxx] et par [H.M.], née le [xxx] tous de nationalité afghane ; accompagnés par leur mère et père présumé, [H.B.Z.], née le [xxx] et [H.S.K.S.], né le [xxx], afin de rejoindre en Belgique leur frère présumé, [H.S.A.S.], né le [xxx], réfugié d'origine afghane, ayant obtenu ce statut le 24.05.2023.
Considérant qu'à l'appui de cette demande, les documents suivants ont été produits : un tazkira électronique ainsi qu'un acte de naissance NSIA pour chaque enfant.
Qu'aucun document n'a été légalisé dès lors leur authenticité n'est pas garantie.
Considérant qu'ont été produits des actes de naissance issus par le National Statistics and Information Authority, qui ne sont pas des documents d'état civil et ne permettent pas d'établir valablement le lien de

filiation. Leur authenticité n'est donc pas garantie. De plus, ces certificats de naissance reprennent parmi leurs informations, le nom de la mère, alors qu'ils sont établis sur base des tazkiras qui eux-mêmes ne mentionnent jamais l'identité de la mère. Dès lors, il n'est pas connu comment l'identité de la mère se retrouve sur ce document.
Au vu de ces éléments, les documents fournis ne peuvent être retenus comme preuve du lien de filiation.
Dès lors la demande de visa est rejetée sous réserve d'un test ADN.
En effet, la preuve du lien de filiation peut être établie par le biais d'un test ADN effectué dans le cadre de la procédure sécurisée mise en application avec le SPF " Affaires étrangères ".
Si les résultats du test s'avèrent positifs et à condition que le test Adn entre les parents présumés et la personne à rejoindre soit également positif ils constitueront une preuve de filiation à l'appui d'une nouvelle décision qui sera prise par l'Office des Etrangers ».

2. Exposé du moyen d'annulation

Les requérants prennent un moyen unique, libellé comme suit :
« [S]chending van motiveringsplicht als beginsel van behoorlijk bestuur en zoals vervat in artikel 62 Vreemdelingenwet en artikel 2 en 3 van de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen, van het vertrouwensbeginsel, schending van het hoorrecht als als algemeen rechtsbeginsel van de Unie, schending van het rechtszekerheidsbeginsel, schending van het redelijkheidsbeginsel, het doeltreffendheidsbeginsel als algemeen rechtsbeginsel van de Unie, de individualiseringsplicht als algemeen rechtsbeginsel van de Unie, het evenredigheidsbeginsel, schending van artikel 10 en 12bis Vw., schending van artikelen 7 en 24 van het Handvest van Grondrechten van de Unie ».

Ils exposent ce qui suit :
« De referentiepersoon was een niet-begeleide minderjarige toen hij om internationale bescherming vroeg en toen hij erkend werd als vluchteling.

Artikel 10 Vw. en de Gezinsherenigingsrichtlijn zijn bijgevolg op de referentiepersoon en de volwassen verzoekers, zijn ouders, van toepassing.

Er is evenwel geen garantie dat verwerende partij bij een positieve DNA test de visumaanvraag opnieuw onder artikel 10 Vw. zou behandelen, met alle gevolgen van dien voor het kunnen inroepen van het Unierecht en de procedurele bescherming die eruit voortvloeit.

De wet voorziet niet in de praktijk van verwerende partij om bij onvoldoende bewijs van afstamming de gezinshereniging te weigeren en om daarna een oneigenlijk onderzoek naar genetische verwantschap te voeren om dan, vermoedelijk discretionair, een nieuwe beslissing te nemen indien de afstamming zo wordt aangetoond.

De praktijk blijkt uit de bestreden beslissing, maar ook uit de website van de DVZ (https://dofi.ibz.be/nl/themes/ressortissants-dun-pays-tiers/regroupement-familial/visa-d-aanvraag-gezinsherenigning bezocht op 19 november 2025):
"*Wanneer de voorgelegde documenten niet volstaan om de verwantschap vast te stellen, weigert de Dienst Vreemdelingenzaken de aanvraag over het algemeen « onder voorbehoud van een DNA-test ».*
Zo stelt de Dienst Vreemdelingenzaken de vreemdeling in staat om de verwantschap met een DNA-test aan te tonen.
Indien de andere voorwaarden voor de gezinshereniging vervuld zijn, ***kan*** *het visum op basis van het positieve resultaat van deze test worden afgegeven."* (eigen benadrukking om discretionair karakter aan te tonen).

In het jaarsverslag van 2024 lezen we hierover dat na een positieve test de weigering wordt omgezet in een positieve beslissing en lijkt het niet langer discretionair:

Wat er ook van zij, het gaat om een praktijk, niet om een wettelijke regeling. Door eerst een weigeringsbeslissing te nemen gaat het niet langer om een aanvullend onderzoek in de zin van artikel 12bis Vw. maar wordt het referentiekader van artikel 10 Vw. verlaten en bevindt men zich na de weigering in een discretionair surplus dat niet geregeld is door wettelijke bepalingen, noch door procedurele bescherming, en buiten de bescherming valt van het Unierecht en zich eerder onder artikel 9 vw. lijkt te situeren.

Het is een praktijk die weliswaar systematisch wordt toegepast (in 2024 waren weigeringen onder voorbehoud van een DNA test goed voor 49,3 procent van alle weigeringen gezinshereniging), maar die zich buiten de wet bevindt en al helemaal buiten de procedure gezinshereniging.

Uw Raad oordeelt duidelijk (zie bijvoorbeeld RvV nr. 290 838 van 22 juni 2023 of RvV nr 330 180 van 17 juli 2025) dat een weigering gezinshereniging onder voorbehoud van een DNA-test de wet schendt. Aanvullend onderzoek, zoals een DNA-test, dient gevoerd te worden vóór er beslist wordt over de gegrondheid van een verzoek gezinshereniging, en niet erna:
"*De Raad merkt daarbij op dat de bestreden beslissing wel degelijk een weigeringsbeslissing betreft en niet blijkt dat de verwerende partij, wanneer zij op correcte wijze bij de laatste stap in het cascadesysteem terechtkomt, al een weigeringsbeslissing kan nemen, ook al is dat onder voorbehoud van een DNA-test. Lezing van artikel 12bis van de vreemdelingenwet doet besluiten dat dergelijke analyse wordt gedaan in het kader van het onderzoek van de aanvraag en niet na afwijzing van de aanvraag*." (RvV nr. 290 838 van 22 juni 2023, onder punt 2.12)

Indien een DNA test noodzakelijk zou zijn om twijfel over de afstammingsband met de kinderen op te klaren dient deze test georganiseerd te worden binnen de wettelijke termijnen die voorzien worden door de gezinsherenigingsrichtlijn, i.e. maximaal 9 maanden, eventueel, in bijzonder complexe situaties, 2 maal verlengbaar met drie maanden, mits een gemotiveerde beslissing hiertoe waarvan de verzoekers ook in kennis worden gesteld.

Verzoekende partij is het fundamenteel oneens met de praktijk om eerst een weigeringsbeslissing te nemen, alvorens tot een DNA test over te gaan. Er bestaat geen enkele wettelijke basis voor. De Gezinsherenigingsrichtlijn en de Vreemdelingenwet voorzien in duidelijke termijnen en procedurele garanties en garanties met betrekking tot het hoger belang van het kind.

De Gezinsherenigingsrichtlijn streeft een vlotte procedure na. Er kan slechts een weigeringsbeslissing genomen worden eens er is komen vast te staan dat uit het aanvullende onderzoek blijkt dat er geen biologische afstammingsband is. Er is geen wettelijke grond om een weigeringsbeslissing te nemen in afwachting van aanvullend onderzoek.

Er is geen wettelijke grond die toelaat om in plaats van het aanvullende onderzoek te voeren tijdens de wettelijke termijn die verwerende partij daartoe ter beschikking heeft, een weigeringsbeslissing te nemen met oog op het voeren van een aanvullend onderzoek na de weigeringsbeslissing.

Het is niet wettig, het is precair, het is traag, het is arbitrair, het is intransparant en het is niet billijk.

Verwerende partij schendt artikelen 10, 11 en 12bis van de Vreemdelingenwet, gelezen in het licht van de bovengeciteerde bepalingen van de Gezinsherenigingsrichtlijn, het doeltreffendheidsbeginsel, de motiveringsplicht en het evenredigheidsbeginsel als beginselen van Unierecht, artikelen 7 en 24.2 en 24.3 van het Handvest van Grondrechten van de Unie, en de individualiseringsplicht als algemeen rechtsbeginsel van de Unie, evenals de formele en materiële motiveringsplicht.

De bestreden beslissingen voor de volwassen verzoekers op basis van artikel 10 Vw. dienen vernietigd te worden.
Voor de minderjarige kinderen geldt dat voor hen een visumweigering werd genomen op dezelfde dag als voor hun ouders en dat het gaat om een visumweigering op grond van artikel 9 van de Vreemdelingenwet. Het is een humanitair visum, maar wel een hybride humanitair visum, dat voorziet in uitgebreide gezinshereniging om het recht op gezinshereniging van de ouders effectief te maken en hen niet te scheiden van hun minderjarige kinderen. De motieven van de beslissingen zijn gelijk en er is onderlinge samenhang met de beslissingen van hun ouders. De vernietiging van de visumweigering voor de ouders op grond van artikel 10 Vw. brengt ook de vernietiging mee van de visumweigering voor de minderjarige kinderen op grond van artikel 9 Vw.

Het is uitgesloten dat de meerderjarige verzoekers hun minderjarige kinderen achterlaten in Afghanistan als bedreigde minderheid, en de meisjes als vrouwen die door de Taliban in hun meest elementaire rechten en menselijke waardigheid geraakt zouden worden.

Verwerende partij houdt geen rekening met artikel 12bis, §7 Vw. en artikel 24 van het Handvest van Grondrechten van de Unie, het hoger belang van de betrokken kinderen.

De bestreden beslissingen dienen te worden vernietigd ».

3. Discussion

Sur le moyen unique, le Conseil observe que les requérants n'ont plus d'intérêt à leur argumentaire dès lors qu'il ressort de leur dossier administratif que leurs tests ADN se sont tous révélés positifs.
Un courrier électronique émanant du service « Empreintes Génétiques » de l'hôpital Erasme transmis à la partie défenderesse en date du 4 août 2025 par le Dr. [A.S.] porte en effet ce qui suit :
« […] je vous confirme la paternité de Monsieur [H.S.K.S.] vis-à-vis du regroupant [H.S.A.S.] et des quatre enfants susmentionnés, impliquant la mère biologique, Madame [H.B.Z.] ».
Il s'ensuit que les liens de filiation sont désormais prouvés entre les requérant et le regroupant.

Partant, le moyen unique n'est pas fondé.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trois septembre deux mille vingt-six par :

V. DELAHAUT,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
A. IGREK,	greffier.

Le greffier,	La présidente,
A. IGREK	V. DELAHAUT